

Oraison funèbre du modèle suédois

Donald Broady & Mikael Borjesson
Sociologie de l'Éducation et de la Culture (SEC)
L'Université d'Uppsala, Suède
www.skeptron.uu.se/broady/sec/

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur suédois n'est pas très différent du système d'enseignement supérieur qui prévaut dans d'autres pays occidentaux. Il est question d'excellence, l'accent est mis sur de forts environnements de recherche, plus de ressources sont orientées selon des répartitions ouvertes à la concurrence, alors qu'en même temps, les dotations fixes diminuent et la production, sous forme de publications et de citations, pèse de plus en plus lourd dans la répartition des ressources. On attend de plus en plus des établissements un mode de fonctionnement et de direction semblable à celui des entreprises, ce qui rend la direction collégiale de plus en plus obsolète aux yeux des dirigeants. En outre, les formations et les établissements font l'objet d'évaluations permanentes, sur lesquelles reposent les agréments et l'allocation des ressources. Les classements internationaux sont surveillés de près, et des stratégies sont mises au point pour y gagner des places. Depuis 2011, des droits d'entrée sont demandés aux étudiants de pays extra-européens.

Cependant, ce qui est unique en Suède (et, peut-on ajouter, dans les autres pays nordiques), c'est que le contraste du nouveau modèle d'enseignement supérieur avec le système précédent est encore plus marqué. Auparavant, la politique éducative était dominée par le souci de l'égalité des valeurs et d'un accès large à l'enseignement supérieur. Les seuils d'accès aux études supérieures devaient être bas et la qualité également répartie sur l'ensemble du territoire. Il ne fallait pas que l'argent et les origines constituent un obstacle pour les personnes intéressées. Les choix de formation sans retour étaient évités, et chacun se voyait offert de nouvelles chances de formation grâce à la poursuite des études ou l'enseignement dispensé aux adultes en âge mûr. Le système suédois était assez loin des systèmes qui, dans d'autres pays, sont marqués par une élite et un sommet étroit et exclusif, comme les grandes écoles françaises, Oxbridge au Royaume-Uni, ou les universités américaines, souvent privées, qui sont leaders mondiales. Certes, en réalité, le paysage suédois de l'enseignement supérieur était assez ségrégué. Il était dominé par les universités prestigieuses de Lund et Uppsala, les universités de grandes villes comme Stockholm et Göteborg, et par des écoles réputées pour la formation de médecins, d'artistes ou d'ingénieurs. Ce que l'on appelait la démocratisation reposait surtout sur un recrutement des enfants des classes sociales inférieures dans les nouvelles universités et dans les établissements d'enseignement supérieur nouvellement établis. Mais les écarts sociaux du système n'étaient pas énormes. Les groupes les moins favorisés bénéficiaient d'une représentation significative au sein d'établissements comme l'Université d'Uppsala, l'Institut de médecine Karolinska et l'École Royale Polytechnique. De même, les ressources destinées à la recherche étaient relativement bien réparties entre les institutions orientées vers la recherche, et il arrivait que des institutions de moindre prestige fonctionnent dans de meilleures conditions financières et avec des salaires d'enseignants plus élevés. Aujourd'hui, une grande partie de cela a changé, ces changements se sont opérés très rapidement et, dans

de nombreux domaines, de manière assez profonde. Nous consacrons le développement qui suit à décrire ces changements dans leurs traits principaux.

Le thème de ce colloque est la marchandisation de l'enseignement supérieur. Pour commencer, nous voudrions ajouter deux phénomènes voisins, mais qui ne se recouvrent pas entièrement: les solutions de marché et l'organisation d'entreprise, puis décrire comment, avec le temps, ils se sont répandus dans le système suédois d'enseignement supérieur. Ce que ces phénomènes ont en commun, c'est que leurs modèles ont leurs racines dans le secteur des entreprises privées, c'est à dire un monde où les entreprises produisent des biens pour les vendre sur un marché. Ce système ayant gagné de plus en plus de terrain au sein du système éducatif, la question qui sous-tend ce colloque est celle de ses conséquences sur l'autonomie de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que pour les chercheurs, enseignants et étudiants.

Une raison importante qui nous conduit à séparer solutions de marché, marchandisation et organisation d'entreprise est que ces phénomènes, contrairement à ce qui prévaut dans le secteur privé, n'ont pas besoin d'aller de concert dans une activité publique. Comme nous le verrons, les solutions de marché ont été introduites dans l'ensemble du système dès 1993, alors que la marchandisation, qui prend la forme de droits d'entrée, était complètement absente jusqu'en 2011 et ne s'est appliquée ensuite qu'à certains groupes d'étudiants étrangers. Enfin, les formes d'organisation d'entreprise ont été introduites petit à petit et, pendant ces dernières années, à relativement grande échelle.

En Suède, les solutions de marché ont été introduites sur plusieurs fronts par la réforme de l'enseignement supérieur de 1993. Nous pouvons distinguer quatre aspects fondamentaux. Premièrement, il s'est produit une décentralisation de l'offre de formations, les établissements se voyant octroyer de plus grandes possibilités de déterminer leur offre de formation, tant du point de vue de sa dimension que de son contenu. La rupture était forte avec le système antérieur, dont le point culminant avait été atteint par la réforme de l'enseignement supérieur de 1977, laquelle reposait sur un pouvoir décisionnel fortement centralisé en la matière, avec des filières décidées au plan national et le même contenu quelque soit le lieu où elles étaient suivies. Deuxièmement, il a été instauré un lien plus étroit entre les prestations des étudiants et le financement des établissements. À partir de 1993, les établissements ne furent plus financés en fonction du nombre de places d'étudiants, mais de la réussite des étudiants dans leurs matières et formations. L'idée était de donner une prime économique aux établissements qui réussissaient bien sur le marché, proposaient des formations qui attiraient les étudiants, et dont les étudiants venaient à bout de ces formations. Troisièmement, il a été créé un système où les matières devenaient des modules permettant de construire différents types de formations. Cela a entraîné de nouvelles possibilités pour les établissements, qui ont pu composer des formations au sein desquelles une matière donnée pouvait être suivie par les étudiants dans le cadre de formations différentes. Quatrièmement, le souhait était de faciliter une diversité des producteurs sur le marché. Afin d'accroître cette diversité, deux établissements étatiques ont été transformés en fondations, l'École polytechnique Chalmers et l'École supérieure de Jönköping. Avec l'École de commerce de Stockholm qui, elle, a toujours fonctionné comme une fondation, ces établissements ont constitué un secteur non-étatique de l'enseignement supérieur. Cependant, leur financement provenaient toujours de l'Etat et ces établissements restaient sous le contrôle de l'Etat. Ils n'ont pas le droit de dégager des profits.

La réforme de 1993 a été conduite en période de crise économique. En même temps, l'enseignement supérieur connaissait une très forte expansion. Cette expansion s'explique partiellement par une ambition politique d'étendre l'enseignement supérieur – des ressources étaient successivement allouées pour les nouvelles places – mais également par le fait que les établissements choisissaient de former plus d'étudiants que ne permettaient leurs moyens financiers, et ce afin de s'assurer un maximal de ressources de la part de l'Etat (il était possible d'épargner l'excédent de production pendant un certain nombre d'années pour recueillir les ressources lors d'une mauvaise année). L'expansion du nombre de places et d'étudiants, ainsi que les plus grandes libertés que recevaient les établissements pour dimensionner et choisir leur propre offre de formation, ont entraîné une augmentation drastique du nombre de matières et de formations. En peu de temps, un paysage éducatif complexe s'est déployé, qui présentait de grandes variations entre établissements et formations.

Toutefois, l'introduction de solutions de marché dans l'enseignement supérieur est loin d'avoir été sans problème. Assez rapidement, des discussions ont vu le jour, évoquant une érosion de la qualité. La dotation des établissements étant fonction du nombre d'étudiants admis au terme des formations, certains craignaient que les enseignants fussent plus enclins à faire passer les étudiants, pour faire en sorte que les finances de leur institution soient équilibrées et écarter ainsi le risque de se voir licencier. Un autre problème résidait dans le fait qu'une offre de formation orientée par la demande conduisait à l'expansion de formations populaires et à des problèmes considérables de recrutement pour d'autres formations. La position des langues étrangères s'est de plus en plus précarisée dans la plupart du pays, les plus grosses universités n'étant même pas épargnées. À certains endroits, la formation en langues mineures a été totalement supprimée et le recul des études linguistiques a atteint un tel point que seuls le suédois et l'anglais ont pu éviter d'être catégorisés comme langue mineures. Depuis longtemps, la formation des enseignants fait face à d'importants problèmes de recrutement. Il en va de même pour de nombreuses formations techniques ou scientifiques, et la formation des enseignants en matières scientifiques a été particulièrement affectée. Le bon fonctionnement d'un marché suppose aussi la mobilité, si l'on est mécontent d'un produit, on doit pouvoir en changer. Or, l'expérience a révélé certains problèmes à cet égard. Étant donné que les formations, depuis 1993, se composaient au niveau local, les étudiants ont éprouvé des difficultés à passer d'un établissement à l'autre, puisque l'admission en équivalence des matières qu'ils avaient étudiées précédemment étaient loin de leur être assurée.

Par la suite, on a fait franchir une étape supplémentaire à l'esprit de marché lorsqu'en 2007, l'adaptation de l'enseignement supérieur suédois au système de Bologne s'est accompagnée de la mise en place d'un système de qualifications (examensordning). Désormais, de plus en plus de formations sont construites sur le modèle des 3+2 années d'études et le degré de liberté s'est accru en ce qui concerne les matières qu'il est admis d'inclure dans les diplômes respectifs – il est suffisant de n'avoir consacré qu'une moitié du temps d'étude à la matière dans laquelle on entend être diplômé et il n'est pas non plus toujours nécessaire d'avoir étudié une matière en licence pour pouvoir l'étudier au niveau de la maîtrise. L'objectif déclaré de l'adaptation au système de Bologne est d'accroître la mobilité des étudiants au-delà des frontières nationales. En d'autres termes, cela peut s'analyser comme une tentative d'étendre l'esprit de marché du niveau national au niveau européen. Mais il reste qu'une majorité écrasante des étudiants qui suivent une formation en Suède sont des étudiants suédois. En outre, les étudiants étrangers sont concentrés dans des segments très spécifiques du système suédois. Un effet de l'introduction en Suède du système de Bologne peut être

une amélioration de la mobilité au sein du pays, les nouveaux diplômés étant plus flexibles que les anciens. Mais à ce stade, il n'existe aucune étude qui vérifie une telle évolution.

La marchandisation peut être comprise de manières différentes. D'une certaine manière, elle est déjà introduite. Depuis 1993, les établissements reçoivent leurs ressources de l'Etat en fonction du nombre d'étudiants qui sont admis et obtiennent leur diplôme. Cela conduit l'établissement à voir dans les étudiants une source de recettes, avec les problèmes décrits plus haut concernant le maintien des critères de qualité des examens. En revanche, les formations demeurent libres de droit pour les étudiants. Certes, ils payent de leur temps, ils payent pour le logement et d'autres dépenses de subsistance – la plupart d'entre eux ont souscrit un prêt étudiant – mais l'enseignement en tant que tel est libre de droits, ce qui a été une composante essentielle d'un modèle suédois visant à rendre l'enseignement supérieur accessible à de larges groupes de la population. Le droit d'étudier ne doit pas dépendre de l'épaisseur du porte-feuille de papa – disait-on à l'époque. Maintenant, cela a commencé à changer depuis l'introduction, au semestre d'automne 2011, de droits d'entrée pour les étudiants des pays dits "tiers", c'est à dire ne provenant pas des pays compris dans la coopération européenne.

Le motif était que la Suède devait faire face à la concurrence du marché international de l'éducation par la qualité de sa formation – et non par des formations gratuites. Pour les étudiants payants, le principe est celui de la couverture totale du coût engagé, ce qui, selon la formation, porte le prix d'une année d'études entre l'équivalent de 10 000 et de 25 000 euros. Dans de nombreux cas, les droits atteignent des niveaux bien supérieurs à celui de formations de renommée mondiale, notamment en Grande-Bretagne. Sans surprise, le nombre d'étudiants arrivant de pays tiers a chuté de manière drastique, de plus de 90 pour cent dans de nombreux établissements. Bien que les pouvoirs publics répondent que cette baisse n'est probablement que passagère, l'importance du phénomène a provoqué un certain émoi, et on envisage maintenant d'introduire des programmes de bourse pour attirer en Suède les étudiants étrangers.

L'introduction de droits pour les étudiants venant des pays tiers a été précédée de nombreuses critiques. De nombreux commentateurs prédisaient, à juste titre, une baisse importante du nombre d'étudiants étrangers choisissant de faire leurs études en Suède. L'association suédoise des conseils étudiants y voyait un risque considérable que cela fût le premier pas vers la perception de droits à l'égard des étudiants nationaux. Mais, à ce stade, aucun pas n'a été pris dans cette direction.

Outre le fait que la formation en tant que telle devient une marchandise munie d'une étiquette de prix, on peut percevoir la marchandisation dans une perspective plus large. Le processus de Bologne a fait gagner du terrain à une nouvelle conception de l'enseignement supérieur, où la valeur d'une formation – quelle que soit la manière de la payer – devient le point focal.

Dans ce contexte, ce sont les acteurs du marché qui déterminent la valeur, et la valeur d'une formation s'apprécie à l'aune de l'"employabilité" des étudiants. Cette nouvelle conception a entraîné une série de conséquences pour l'enseignement supérieur suédois. Il est intéressant de noter que son effet le plus radical concerne moins la manière dont l'étudiant recherche une formation – il ne préfère pas les formations qui le mènent à des emplois sûrs comme les filières technologiques ou scientifiques, les flux demeurant forts en direction de filières culturelles et médiatiques qui les entraînent sur des voies professionnelles très incertaines –

que le contenu des formations, les méthodes d'enseignement, et les formes d'examen qui, de manière accrue, deviennent fonction de ce que l'on perçoit comme adapté à l'intérêt de l'employeur.

Comme pour les solutions de marché et la marchandisation, la réforme de 1993 a marqué un point de rupture en ce qui concerne l'introduction de modèles proches de l'organisation des entreprises. L'enseignement supérieur n'était pas le seul secteur concerné; l'administration publique a connu, dans les années 1980 et 1990, l'introduction sur plusieurs fronts du « New Public Management », que l'on peut décrire comme le passage d'une gestion directe et centralisée à une gestion plus indirecte, au moyen d'évaluations, de suivi et de contrôles. Il semble qu'au début, ce n'est pas allé aussi vite ni de manière aussi profonde dans l'enseignement supérieur que dans les autres secteurs, mais l'évolution a été d'autant plus rapide dans les dernières années.

La plus grande liberté octroyée aux établissements dans la détermination de leur activité s'est accompagnée d'une importante machine de contrôle. La Chancellerie de l'Université (Universitetskanslerämbetet) qui était l'organe central en matière d'enseignement supérieur, s'est transformée en une nouvelle autorité publique, la Direction nationale de l'enseignement supérieur (Högskoleverket), dont la taille s'est accrue et qui s'est vue confier d'importantes responsabilités en matière de contrôle du secteur. Cela peut s'analyser comme une mesure s'inscrivant dans un contrôle accru de l'activité des établissements. Depuis l'introduction d'évaluations centrales, deux cycles complets d'évaluation ont été mis en oeuvre et le troisième cycle est en cours de réalisation. Le contenu de ces évaluations a évolué avec le temps et le dernier modèle a fait l'objet de nombreuses critiques, internes comme externes, dans la mesure où il se concentre sur l'"output" des formations évaluées, comme par exemple les mémoires de fin d'étude, et non sur le processus qui y conduit. En outre, les évaluations ont pris de plus en plus d'importance. Lors du dernier cycle, les agréments ont été clairement liés au résultat des évaluations, certains établissements voyant leurs agréments remis en cause et même révoqués dans certains cas. Cela veut dire qu'une mauvaise note lors de ces évaluations peut avoir des conséquences catastrophiques pour les petits établissements. Mais les grands établissements ne s'en sortent pas indemnes non plus. Ainsi, l'Institut Karolinska, qui est la seule université de médecine en Suède et qui joue un rôle dominant en matière de recherche, a perdu l'agrément lui permettant d'examiner les infirmières, ce qui a été très remarqué.

Parallèlement à l'introduction de plus d'évaluations, l'ambition était de rendre les établissements plus autonomes et de leur permettre d'agir d'avantage comme des entreprises, en leur donnant la possibilité de contracter avec d'autres acteurs, de posséder et de gérer des immeubles, et de constituer des sociétés ou des fondations. C'est ce qu'exprimait une commission de 2008, qui proposait que les établissements cessent d'être étatiques et soient remplacés par une nouvelle forme d'organisation, les établissements indépendants. Ce nouveau statut n'a pas vu le jour, mais il s'est bel et bien produit une importante dérèglementation en matière de gestion des établissements. Depuis l'application de la réforme de 2010, et à quelques exceptions près, les établissements sont en mesure de décider eux-mêmes de leur mode d'organisation et des services qu'ils doivent y avoir. À l'Université d'Uppsala par exemple, cette réforme a entraîné des déchirements internes, lorsque la direction de l'Université a présenté une proposition qui risquait d'entraîner l'effacement des facultés au profit d'organes directionnels plus élevés, responsables de tout un domaine scientifique. L'idée que le pouvoir décisionnel s'éloigne de la sorte des enseignants et des chercheurs a été très critiquée, et la direction de l'Université a dû retirer

sa proposition pour la remettre à l'étude. Les lignes d'opposition se tracent au sein des universités. Les avocats de cette proposition se retrouvent dans les domaines technique et scientifique ou bien médicaux et pharmaceutique, où les facultés ont en principe disparu, et s'opposent aux six facultés de lettres et de sciences sociales, dont le rôle décisionnel reste déterminant.

De plus, le conflit qui oppose les facultés a plusieurs origines. L'une a trait aux questions de répartition. Les places d'études ont différents prix selon le domaine scientifique étudié. Les lettres et sciences sociales ont les prix les moins élevés et sont donc plus sensibles en cas de raréfaction des ressources. En conséquence, ces matières ont touché le fond en terme d'heures d'enseignement, seules quelques heures étant dispensées par semaine. S'y ajoute le fait que les établissements sont libres de disposer de leurs ressources comme ils l'entendent et, donc, de déplacer des fonds d'un domaine scientifique à l'autre. L'Université d'Uppsala a introduit de nouveaux modes de calculs pour la répartition des ressources entre les domaines scientifiques et de nombreux observateurs redoutent que les lettres et sciences sociales soient à nouveau défavorisées. La tendance est à un clivage interne de l'université, opposant une partie dominée par l'enseignement, qui est sous-financée – les humanités et les sciences sociales –, et une partie dominée par la recherche, qui profite de très bonnes conditions financières – les formations technique/scientifique et médicale/pharmaceutique. Les modèles de répartition appliqués à la recherche sont basés sur les conditions prévalant dans les domaines techniques, médicaux et scientifiques où il est donné beaucoup de poids à la publication de travaux dans des revues internationales – comprendre anglophones –, c'est à dire un mode de publication très éloigné des humanistes qui, traditionnellement, écrivent de grandes monographies dans leur langue maternelle.

L'inspiration venant du secteur privé pour ce qui est des modalités de fonctionnement, et les plus grandes libertés accordées aux établissements pour concevoir eux-mêmes leur organisation a aussi eu des effets manifestes sur la manière de diriger les universités et les instituts d'études supérieures. La direction des universités concentre plus de pouvoirs, étant donné que plus de pouvoir décisionnel s'est déplacé vers le haut, au sein des établissements, et vers le bas en provenance du pouvoir d'Etat. Une illustration en est le fait que le Ministère de l'Education, maintenant que les effectifs de la jeunesse diminuent, se décharge de la responsabilité de décider quels établissements devraient être supprimés et repasse la question aux établissements eux-mêmes, en invitant les plus petits à essayer de fusionner avec les plus gros afin de pouvoir survivre dans cette époque économiquement difficile. La concentration du pouvoir vers le haut au sein des systèmes va de pair avec une tendance à diminuer la direction de type collégial, traditionnelle aux universités, au profit d'une organisation linéaire reposant sur des chefs, qui, à différents niveaux, dirigent l'activité dans un système hiérarchique. Nous assistons, là aussi, à une polarisation renforcée au sein des universités entre, d'une part, la direction et les administrateurs et, d'autre part, les enseignants et les chercheurs. Certes, la direction des universités est toujours recrutée au sein des rangs universitaires mais les mérites scientifiques pèsent de moins en moins, et d'autres types de mérites pèsent de plus en plus. Le poste le plus influent fait l'objet d'une transition manifeste au profit de recteurs d'université de plus en plus jeunes, qui ont moins de mérites scientifiques et plus d'expérience en matière de leadership. De plus, il n'est pas nécessaire que le recteur provienne du même établissement, les recrutements externes devenant de plus en plus courants.

En ce qui concerne la recherche, la situation suédoise se démarque de celle qui prévaut dans de nombreux autres pays, dans la mesure où il n'y a eu aucune coupe budgétaire au cours

de ces dernières années. Au contraire, le budget total de l'Etat en matière de recherche a même augmenté à plusieurs reprises. Ainsi, dans une comparaison internationale, le total par tête des fonds alloués aux établissements d'éducation pour la recherche demeure élevé, ce qui s'explique partiellement par le fait qu'en Suède, une partie importante du budget national de la recherche va, précisément, aux universités et aux instituts d'enseignement supérieur. En d'autres termes, il y a peu d'institut de recherches importants à l'extérieur de ce système. On brandit les motifs économiques – "La compétitivité de la Suède dans un monde globalisé" -, en particulier pour la recherche pharmaceutique, un domaine où la Suède a eu une place de premier rang, mais qu'elle a perdu lors de ces dernières années. Mais d'autres types de capital symbolique entrent en ligne de compte: bien évidemment, le prestige national a un poids important. Les travaux de construction du centre de recherche le plus important de Suède toutes catégories, et l'un des plus grands au monde, vont débiter l'année prochaine à côté de Lund: l'ESS, une installation de dispersion de neutrons cogérée au niveau européen. Toutefois, en même temps, la part relative des marges allouées aux lettres et sciences sociales a été réduite de manière très importante, puisque les gros efforts financiers restent destinés aux domaines scientifique et médical.

Une sorte de marchandisation s'exprime clairement par la percée rapide des méthodes bibliométriques lors de ces toutes dernières années. Ici, l'équivalente valeur n'est plus l'argent, mais les publications et citations enregistrées dans les bases de données américaines. À ce stade, ces points ne pèsent pas particulièrement lourd dans la répartition, entre les universités et en leur sein, des fonds de recherche alloués par l'Etat, mais il est vraisemblable qu'ils y prennent plus d'importance; en tout cas selon les signaux parvenant de l'administration nationale de l'éducation et ceux qui parviennent des évaluations faites localement, au niveau de chaque université. Et pour les chercheurs ou groupes de chercheurs qui demandent un financement de leurs travaux, ainsi que chaque postulant à un poste académique, il est devenu inévitable de pouvoir présenter des travaux publiés dans des revues vérifiées par des "referees" et de préférence anglophones.

Il y a lieu d'ajouter quelques mots sur les écoles suédoises du primaire et du secondaire. Alors que la marchandisation de l'enseignement supérieur n'a pris de la vitesse que tardivement en Suède, par rapport à beaucoup d'autres pays, la marchandisation des niveaux inférieurs du système éducatif a cours depuis le début des années 1990 et, en comparaison au reste du monde, elle a été exceptionnellement poussée. La Suède doit être le seul pays ayant combiné, premièrement, un choix de l'école complètement libre, deuxièmement, un système de chèque-éducation inspiré du modèle de Milton Friedman, c'est à dire un système qui canalise la totalité de la contribution de l'Etat par élève vers l'école où celui-ci choisit d'aller et, troisièmement, le droit pour les entreprises de dégager des profits de leur activité scolaire. La conséquence en a été, sans surprise, une expansion explosive du marché pour les investisseurs à risque et les groupes d'entreprise. Dans de nombreux cas, le profit est élevé et, naturellement, ce secteur est particulièrement attractif pour les investisseurs: la demande est garantie et constante, et on n'a pas besoin de percevoir les recettes auprès des consommateurs puisque les flux de revenus proviennent du budget de l'Etat. Même pour les écoles qui restent gérées au sein du secteur public, les mécanismes de marché ont fini par marquer l'activité des établissements. Il est évident que les inégalités sociales ont augmenté. Il importe de remarquer qu'avant les années 1990, le système scolaire suédois était presque totalement étatique - les écoles privées n'étant que de rares exceptions - et, d'un point de vue international, inhabituellement homogène et, si l'on peut dire, égalitaire. Il importe aussi de remarquer que les socio-démocrates suédois ont activement contribué à faire avancer cette évolution.

En résumé: ce qui rend la situation suédoise remarquable est non pas le fait qu'elle représente une sorte de Sönderweg. Au contraire, les choses évoluent dans la même direction que dans beaucoup d'autres pays. Ce qui est particulier, c'est plutôt le fait que depuis les années 1990, le démantèlement de l'ancien modèle suédois d'enseignement supérieur ait pu aller si rapidement sans rencontrer de protestations notables.